

Macron et l'immigration : réservez vos places à la merveilleuse représentation du « Bal des faux-culs » !

écrit par François des Groux | 3 octobre 2019



Clap clap clap ! Mais quel comédien cet Emmanuel Macron ! Quel talent !

Une pièce classique, un mythe de la dramaturgie française superbement revisité par notre meilleur acteur national sur le thème intemporel de « l'immigration en France », 40 ans que la pièce se joue à guichets fermés !

Après avoir craché sur les GJ originels des ronds-points de province – ces figurants « sans-dents » qui ont parfois perdu un œil ou une main, après leur avoir refusé d'aborder le thème de l'immigration dans la mise en scène du « Grand débat », voilà que notre président et sa troupe progressiste font mine de s'y intéresser, l'air grave sur un ton surjoué.

Acte 1 : on dénonce les fachos refusant d'accueillir tous les migrants du monde appelés à remplacer ces cons de Gaulois réfractaires qui ne sont rien.

Acte 2 : on attaque ceux, comme Zemmour, qui critiquent la mauvaise pièce de théâtre et la comédie du vivre-ensemble, du métissage heureux et de l'indispensable mixité sociale.

Acte 3 : on change de registre en revêtant le masque du protecteur de la nation et des Français.

Quel dénouement ! Évidemment, c'est un monologue puisque les figurants de souche ne sont pas autorisés à interrompre le personnage principal. Mais on ne sait si Emmanuel Macron, dans son rôle de président imperator, joue du Racine (« *Il fit génie* ») ou du Feydeau (« *Le Français cocufié* »).

.



Immigration: Macron tente de déminer le débat parlementaire

Ne pas accueillir « tout le monde », pour « accueillir bien »: Emmanuel Macron a cherché mercredi à déminer le débat sur l'immigration prévu la semaine prochaine au Parlement [reporté au 7 octobre, NDA], se posant en défenseur d'un équilibre entre accueil et fermeté sur ce sujet abrasif jusque dans la majorité.

Dans un entretien à Europe 1 enregistré à New York, où il participe à l'Assemblée générale de l'ONU, le chef de l'Etat plaide pour un débat « apaisé » qui ne soit pas « simpliste », souhaitant un « vrai +en même temps+ sur la politique migratoire aussi », entre humanité et efficacité.

Ainsi de l'Aide médicale d'État (AME) aux immigrés sans papiers, qu'il souhaite voir « évaluée », mais pas supprimée, pour lutter contre certains « excès » probables.

Neuf jours après avoir lancé le débat devant les parlementaires de la majorité en appelant à regarder « en face » le sujet de l'immigration, Emmanuel Macron estime que

« la France ne peut pas accueillir tout le monde si elle veut accueillir bien ».

« Pour continuer à accueillir tout le monde dignement on ne doit pas être un pays trop attractif », fait encore valoir le chef de l'État à quelques jours des débats, sans vote, à l'Assemblée (30 septembre) et au Sénat (2 octobre), durant lesquels le Premier ministre notamment s'exprimera.

Admettant un « échec » sur les reconduites à la frontière, il décline les quatre axes d'une politique migratoire qui deviendrait « opportunité économique »: donner l'asile « le plus rapidement possible à ceux qui ont besoin de notre protection », les « intégrer beaucoup plus efficacement », « traiter et protéger tous ceux qui sont sur notre territoire », et « reconduire beaucoup plus efficacement les personnes qui n'ont pas vocation à (y) rester parce qu'elles y sont entrées illégalement ».

Persuadé que la présidentielle de 2022 se jouera sur les sujets régaliens et qu'il se retrouvera de nouveau confronté à la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen, Emmanuel Macron s'empare de ce thème un an après la promulgation de la loi « asile et immigration », qui avait fait tanguer la majorité tout en étant jugée trop timide à droite.

« Pas de surdité »

« Bla bla bla... Il y a 30 ans, Rocard nous disait que nous ne pouvions accueillir toute la misère du monde... Regardez le résultat ! », a tweeté mercredi la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen.

Le président LR du Sénat Gérard Larcher a appelé à « parler de manière apaisée mais en vérité », et « le faire avec nos valeurs », tout en critiquant le bilan en forme d' « échec » d'Emmanuel Macron.

A gauche, Boris Vallaud, porte-parole des députés PS, estime que la France doit « **accueillir plus, et mieux** », et critique la « **forme d'instrumentalisation** » du sujet par le président de la République.

« On peut parler mieux que Marine Le Pen sur ces sujets-là », estime en revanche un membre du gouvernement. « *On veut montrer qu'il n'y a pas de surdité, de myopie par rapport à ces problèmes-là. (...) La réalité, à travers l'immigration et les demandes d'asile, c'est l'ajout de la précarité à la précarité* » qui peut dans certaines situations devenir « *insupportable à un territoire* », justifie-t-il.

.

« On ne peut pas ne pas en parler. C'est ce qu'a fait Hollande pendant cinq ans », abonde un autre ministre. « Et le vrai risque c'est qu'on ne soit que dans de l'eau tiède alors que ce sujet peut devenir à tout moment bouillonnant », insiste cette même source.

Pour étayer les débats, dont on ne sait pas s'ils déboucheront sur de nouvelles mesures, Matignon prépare un document de synthèse – selon une source gouvernementale: « un power point très +à plat+, factuel, quasiment des données brutes » – issu de remontées des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Santé. **[des statistiques ethniques ? NDA]**

.

Et La République en marche tient mercredi soir un bureau exécutif consacré à un sujet qui menace de diviser en son sein, à l'image du rappel à l'ordre adressé à la députée Delphine Bagarry: elle avait comparé le discours d'Emmanuel

Macron sur l'immigration à celui « d'un responsable du Front national ».

https://www.lepoint.fr/politique/immigration-macron-tente-de-d-aminer-le-debat-parlementaire-25-09-2019-2337612_20.php#xtmc=immigration&xtnp=1&xtcr=2

Gérard Edouard Philippe, excellent également dans son meilleur second rôle de ministre fantôme.



Demandeurs d'asile – Immigration : Édouard Philippe demande au Conseil d'État de simplifier les procédures

Le chef du gouvernement a demandé au Conseil d'État de mener une étude visant à simplifier et accélérer les procédures de recours pour les demandeurs d'asile.

L'entourage du Premier ministre assure qu' »à ce stade, le gouvernement n'a pas programmé un nouveau projet de loi sur

les questions migratoires ». Cette étude « est en cohérence avec le débat » sur l'immigration « qui s'ouvrira lundi à l'Assemblée », où l'un des axes abordés « concerne l'effectivité des procédures », ajoute-t-on de même source.

https://www.lexpress.fr/actualite/societe/immigration-edouard-philippe-demande-au-conseil-d-etat-de-simplifier-les-procedures_2100772.html

Et 1er accessit pour le débutant Taché, dans le rôle comique du lèche-babouche invétéré.



Taché (LREM) pour « lier » aide au développement et retours de déboutés de l'asile

Faisant le constat que « les reconduites (à la frontière, NDLR) pour l'instant ne sont pas suffisantes », il a remarqué sur RMC que « l'aide au développement va augmenter ».

Faudrait-il la conditionner à l'acceptation par les pays bénéficiaires à accueillir les personnes parties en France mais déboutées du droit d'asile ? « Il y aurait une logique par exemple à poser ce débat avec un certain nombre de pays

qui vont recevoir une aide au développement », a répondu M. Taché...

Il a en outre mis l'accent sur la nécessité de mieux intégrer les migrants, soulignant la quantité de « difficultés à régler »: « série de démarches extrêmement lourdes et taxes extrêmement importantes » à payer par les entreprises souhaitant employer un étranger en situation légale, « parcours de soins rendu beaucoup plus difficile » pour les migrants.

A cet égard, il s'est dit « pas favorable à ce qu'on revoie trop l'AME (aide médicale d'Etat, versée aux demandeurs d'asile en situation irrégulière) », préférant mettre l'accent sur les « contrôles à faire certainement » face aux « abus ».

Un an après la loi asile et immigration, il s'est dit « pas sûr qu'il faille une nouvelle loi » en notant que « les ministres peuvent (prendre des décisions) sans prendre une nouvelle loi »...

https://www.lepoint.fr/politique/tache-lrem-pour-liaison-aide-au-developpement-et-retours-de-deboutés-de-l-asile-26-09-2019-2337917_20.php#xtmc=immigration&xtnp=3&xtcr=2